

à l'accomplir avec fierté, mais les autres races de ce pays doivent se joindre à nous pour collaborer à la réalisation de ces nobles idéals.

Nous désirons l'union de tous les groupes, de toutes les races de Canadiens. Nous devons marcher tous ensemble, comme des hommes libres, notre drapeau canadien fièrement déployé, vers la réalisation de nos grandes destinées. Monsieur l'Orateur, c'est la seule façon pour les Canadiens de travailler avec efficacité et succès, de concert avec les autres peuples de la terre, vers les idéals si longtemps rêvés et attendus de la paix.

M. T. L. CHURCH (Broadview): Monsieur l'Orateur, la résolution dont nous sommes saisis est ainsi conçue:

La Chambre décide qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord établissant les Nations Unies et instituant le Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, et que la Chambre approuve cet Accord.

Un amendement à cette résolution a été proposé par l'honorable député de Peace-River (M. Low).

Le Canada a été fort bien représenté à la conférence de San-Francisco, compte tenu du fait que nous étions liés par les dispositions de l'accord de Yalta. A ce dernier endroit, M. Churchill, M. Staline et feu le président Roosevelt ont fait pour ainsi dire une revue complète de la situation mondiale; ils ont conclu certains accords qui devaient faire plus tard l'objet de discussions à la Conférence de San-Francisco.

Tous les partis de la Chambre étaient représentés à la conférence de San-Francisco, sauf un qu'on a ignoré, à mon grand regret. Leurs délégués se sont acquittés de leur tâche d'une façon très satisfaisante. Nous avions envoyé là-bas un magnifique observateur qui a fait excellente figure et a noté tout ce qui se passait.

Les affaires étrangères ne devraient pas être une question de parti. Je ne parle au nom d'aucun parti politique; je prends la parole à titre de simple député qui a appuyé la politique invariable du parti conservateur en ce qui regarde la politique extérieure et l'Empire au cours de ces années, et je n'ai pas changé d'opinion. Somme toute, si nous voulons nous lancer dans l'internationalisme nous serions bien avisés de ne pas nous aventurer trop loin. Bornons-nous d'abord à notre propre Empire qui, après Dunkerque, a sauvé la civilisation dans la dernière guerre, ainsi que les Etats-Unis et le Canada. Sans cette résistance, nous savons que le sort des pays européens serait celui du Québec, de l'Ontario, des provinces mari-

times et des autres provinces. Nous avons échappé à ce malheur grâce à la protection qu'après Dunkerque nous a donnée la Grande-Bretagne qui alors seule a dû mener la lutte avec l'aide des dominions.

Comme je le disais le 21 mars 1945 dans mes remarques sur la conférence de San-Francisco, et le 4 août 1944 dans des commentaires sur les affaires étrangères en général, nous devrions revenir à l'essentiel et nous soucier moins des choses secondaires:

Nous ne pouvons vraiment participer aux affaires internationales si nous ne nous sommes pas prêts à agir de concert avec les autres pays de l'empire, c'est-à-dire avec les dominions, dans l'élaboration d'une politique de coopération et de collaboration avec la métropole.

Voilà ce que feu le premier ministre Curtin d'Australie et le premier ministre Fraser de Nouvelle-Zélande ont proposé lorsque, de passage au Canada, ils ont pris la parole dans cette enceinte.

Pourquoi ne pas constituer notre propre Société des Nations? Comme on l'a si bien dit aujourd'hui même, l'Empire britannique est la seule Société des Nations qui ait jamais eu quelque succès. Les Etats-Unis le savent; le monde entier le sait. De la guerre actuelle devrait sortir une grande Société des Nations: l'Empire britannique.

Comme le déclarait Lord Milner, à Oxford, en 1919, c'est une bizarre anomalie que d'entendre parler de pays autonomes de l'Empire britannique donnant leur adhésion à une Société et se liant par des accords formels avec des nations étrangères alors qu'ils avaient jusque-là décliné de prendre de tels engagements les uns envers les autres.

C'est la pure vérité. Je rappelai que, antérieurement à la première Grande Guerre, nous avions fait l'expérience de l'internationalisme. Et qu'est-il arrivé? Que serait-il advenu si, à la suite d'ententes internationales, nous avions dû céder des bases impériales, telles que Gibraltar, le canal de Suez, la colonie du Cap, l'Extrême-Orient et les Antilles? L'Empire eût été anéanti et nous aurions assisté à la chute de la civilisation. Déjà les Etats-Unis se sont assurés des baux emphytéotiques sur divers territoires dans la Guyane britannique, à Trinidad et dans les Antilles. Mais ces bases, qu'on avait proposé de vendre avant le début de la première Grande Guerre, sont la clé de voûte de l'Empire britannique sur les mers. Sans ces bases, que serait-il advenu de nous? L'Allemagne eût gagné la guerre après Dunkerque. Depuis 200 ans, l'Empire britannique a résisté grâce à ces points stratégiques, et il continuera d'en être ainsi. Sans eux, le Commonwealth et les colonies seraient voués au démembrement et l'Empire deviendrait une parfaite absurdité. Qu'on imagine ce qui serait arrivé en 1940, si nous avions cédé Gibraltar, Malte, Suez, Alexandrie, et toutes ces autres bases. En 1940, les Etats-Unis